

Crise porcine : de nouvelles aides de l'état



Crise porcine : de nouvelles aides de l'état

CRISE PORCINE : L'ÉTAT MET EN PLACE UNE NOUVELLE

AIDE À DESTINATION DES ÉLEVEURS

Conséquence de la crise sanitaire l'équilibre économique de nombreuses exploitations agricoles est fragilisé par l'inflation sur les matières premières agricoles et les intrants, la désorganisation du transport international et la fermeture de certains circuits de distribution. La filière porcine fait face à une hausse des coûts de production combinée à une baisse des cours depuis septembre 2021, dégradant fortement la trésorerie des entreprises de la filière, aboutissant à une situation critique pour de nombreux éleveurs de porcs début 2022.

Dans ce contexte, le Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) a décidé de mettre en place, après un fonds d'urgence déployé en mars dernier, le 2ème volet du plan de sauvegarde des éleveurs de porcs pour faire face aux difficultés conjoncturelles actuelles. Il s'agit d'une aide forfaitaire selon le nombre et le type de porcs produits en 2021.

Les critères d'éligibilité :

- Être éleveur propriétaire porcin
- Être spécialisé dans l'élevage de porcins, représentant plus de 20 % du chiffre d'affaires sur le dernier exercice comptable clos (attestation comptable à joindre selon un modèle disponible sur le site de FranceAgriMer)
- Avoir élevé sur l'année civile 2021 au moins : 500 porcins pour le cas général ou 200 porcins pour les éleveurs bénéficiant de l'ICHN en 2021
- Avoir proposé, au moment du dépôt de la demande d'aide, directement ou via une organisation de producteurs ou une coopérative, un contrat de vente de porcins à un abattoir, conformément à la loi Egalim2.

Pour les exploitations respectant ces critères, l'aide est versée au fil de l'eau : premier arrivé, premier servi. Le dépôt des dossiers ouvrira le 25 avril à 10 h uniquement par voie dématérialisée sur la plateforme FranceAgriMer. Le dépôt pourra se faire jusqu'au **15 mai 2022**.

Un formulaire en ligne sera à remplir. Les données à y renseigner sont précisées sur le site de FranceAgriMer pour permettre une préparation des éléments en amont de l'ouverture des dépôts. Les pièces justificatives à fournir sont un RIB et l'attestation comptable dont le modèle est également sur le site FranceAgriMer.